

M^{me} Roberta Metsola

Présidente du Parlement européen

(Candidatures au poste de Médiateur européen)

Allée du Printemps, B.P. 1024/F

6070 Strasbourg

FRANCE

ARENDT 01T07260

rue Wiertz/Wiertzstraat 60

1047 Bruxelles/Brussel

BELGIQUE/BELGIE

Tartu, le 23 septembre 2024

Madame la Présidente,

Faisant suite à l'appel à candidatures publié au Journal officiel de l'Union européenne du 30 août 2024, je vous sou mets par la présente ma candidature au poste de Médiateur européen.

Vous trouverez ci-joint une copie de ma carte d'identité estonienne en guise de preuve de ma nationalité d'un État membre de l'Union européenne. Je déclare jouir de tous mes droits civils et politiques.

Outre mon engagement solennel et la preuve que je bénéficie de l'appui d'un nombre suffisant de députés au Parlement européen, je joins également une attestation d'obtention de mon diplôme de doctorat en droit de l'université de Tartu, des documents attestant de ma nomination comme juge de la Cour suprême d'Estonie, comme juge de la Cour européenne des droits de l'homme, comme membre du comité visé à l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et comme contrôleur des garanties de procédure pour les enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), ainsi que mon curriculum vitæ. Ces documents servent à démontrer que je remplis les conditions requises pour l'exercice de la plus haute fonction judiciaire de mon pays et que j'ai la compétence et l'expérience reconnues pour exercer les fonctions de Médiateur.

Je déclare ne pas avoir été membre du gouvernement national ou députée au Parlement européen, membre du Conseil européen ou de la Commission européenne au cours des deux années précédant la date de publication de l'appel à candidatures.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma haute considération.

Julia Laffranque

Pièces jointes:

- copie de ma carte d'identité;
- copie de mon diplôme de doctorat en science juridique (droit) de l'université de Tartu;
- certificat de nomination à la Cour suprême d'Estonie par le Riigikogu (le Parlement estonien);
- certificat de nomination à la Cour européenne des droits de l'homme (élection par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe);
- certificat de nomination en tant que membre du comité visé à l'article 255 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
- certificat de nomination comme contrôleuse des garanties de procédure pour les enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF);
- certificat attestant du fait que j'ai été directrice adjointe de l'Académie de droit européen;
- certificat attestant du fait que j'ai été professeure à l'université de Tartu;
- curriculum vitæ;
- engagement solennel;
- soutiens de plus de 39 députés au Parlement européen.